

Compte-rendu du CHSCT du 27 septembre 2016

➤ LES CHANGEMENTS

Le président du CHS-CT a ouvert la séance en présentant les nouveaux participants :

- M. CAGNAT, responsable du Pôle Pilotage et Ressources, en remplacement de Mme Cheylan,

- Mme MONGE conseillère de prévention de la DRDDI de Bayonne, en prévision du départ de M CASASOLA.

Les élus CGT ont souligné également l'arrivée de Mme MIRRAGOU, nouvelle Déléguée Départementale à la Sécurité.

Il était ainsi constaté, en séance, que M PEYROUZET n'était plus le responsable de la sécurité à la DDFiP 64 alors qu'une note de début septembre le confirmait dans ses fonctions et qu'aucune note ne présentait Mme MIRRAGOU...

Petit imbroglio de rentrée qui, nous l'espérons, n'est pas le signe avant coureur d'un désintérêt de la direction quant à la sécurité des agents sur leur lieu de travail. Ce sujet est aujourd'hui sensible : pour preuve, Mme MIRRAGOU est d'ores et déjà saisie d'un problème de sécurité à la TPM de Bayonne (fermeture de porte et sas d'entrée).

➤ POINT SUR LES REGISTRES SANTE SECURITE AU TRAVAIL ET LES FICHES DE SIGNALEMENT

La question du chauffage est une fois de plus venue en discussion.

M. HERBERT (gestionnaire de site à Bayonne) a signalé en septembre ses inquiétudes sur le redémarrage du chauffage sur Bayonne Vauban. Le Président s'est engagé à faire les réparations nécessaires.

Le chauffage du site de l'Inspection d'Académie présente, quant à lui, les mêmes malfaçons que celles connues sur le site du 8 Place d'Espagne.

Une malfaçon du calorifugeage des tuyaux entraîne avec le temps de la condensation qui abîme le circuit du système de chauffage. Des photos montrant les dégâts occasionnés au plafond du bâtiment ont été distribuées lors du CHS. Toutefois, la réunion se tenant dans les locaux de l'Inspection d'Académie, il suffisait aux membres

du CHS de lever les yeux pour constater les fuites d'eau sur les dalles du plafond !

Une première dépense de 3.500 euros est prévue mais le risque d'une panne générale existe et il faudra sans doute changer l'ensemble du système dans les prochaines années.

Les représentants CGT ont interrogé la direction de la DDFiP 64 sur l'état déplorable de certains fauteuils de travail et sur l'engagement pris de les remplacer.

M. CAGNAT a reconnu que le taux de renouvellement des fauteuils est anormalement bas dans le département et il a confirmé une commande financée par le budget départemental. Un audit va également être fait sur l'ensemble des sites.

La rue d'Orléans est encore sans eau chaude. Les promesses de réparation se succèdent, mais ne sont toujours pas suivies d'effet.

Par exception, deux fiches de signalement d'incidents avec des contribuables n'ont pas donné lieu à un courrier à ces derniers mais directement à une main-courante auprès de la gendarmerie pour l'un et une saisine des renseignements généraux et forces de police pour l'autre. Les individus concernés sont ainsi identifiés et suivis. Ces précautions supplémentaires ont été prises en raison du contexte actuel de sécurité renforcée.

➤ LE CHS EN VISITE A BAYONNE VAUBAN

Initié par Mme Cheylan, porté par les élus CGT et validé par l'ensemble des membres du CHS-CT, le principe de visites de postes a été acté en cours de séance conformément au règlement intérieur du Comité.

Le site de Bayonne Vauban a été retenu et une visite d'une délégation CHS-CT est prévue pour le 24 novembre prochain. Elle sera composée de M. NESA, Président du CHS-CT, de M. LONNÉ Assistant de Prévention de la DDFiP64, de M. ESPINAT, Inspecteur Sécurité et Santé au Travail, ainsi que de représentants des organisations syndicales. En toute logique, Mme MIRRAGOU devrait également être présente. M. HERBERT, gestionnaire de site, épaulera la délégation.

Les thématiques de travail retenues sont les suivantes :

- travaux effectués selon le plan pluri-annuel mis en place par le CHS-CT,
- problèmes de sécurité rencontrés sur le site,
- travaux à réaliser,
- situation de la cantine.

Les constatations opérées feront l'objet d'une restitution en séance et alimenteront les prochains débats du Comité.

Des visites sur d'autres sites doivent être programmées pour 2017.

➤ **PRESENTATION DE 2 FICHES D'IMPACT**

Suite à la **fermeture programmée du bureau des douanes de Tarbes**, le Bureau de Pau doit récupérer la charge de travail correspondant à l'activité viticulture.

La direction des douanes a reconnu qu'elle manquait encore de visibilité sur le projet mais elle en a malgré tout conclu que l'impact pour les agents serait minime.

Même si la création d'un emploi est prévue, les représentants CGT ont souligné que les restructurations ont toujours des conséquences sur les agents : ils ont alerté le Directeur des Douanes sur les pressions subies en raison des mises à jour à effectuer avant le transfert, sur les difficultés d'apprentissage d'un nouveau métier dans ces conditions, et sur l'impact de nouvelles charges et d'une nouvelle organisation.

Afin de répondre à une demande à caractère social d'un agent, **une cellule AVISIR a été créée sur Orthez qui traite à distance les dossiers d'Oloron, en plus de ceux d'Orthez.**

Le Président a assuré en séance que cette organisation a pour seul but de trouver une solution à une situation familiale particulière et ne s'inscrit en aucun cas dans un projet dicté par la DGFIP de développer le travail à distance pour traiter les dossiers des SIE.

Les représentants CGT ont regretté que la fiche d'impact ne mentionne pas les conséquences de cette organisation sur le travail des collègues du SIE d'Oloron qui voient une partie de leur dossier traitée à distance.

M. CAGNAT, toujours provocateur, a indiqué que s'il cela ne tenait qu'à lui, les SIE d'Orthez et Oloron auraient déjà disparu et a rappelé le projet de fusion de ceux de Biarritz et Bayonne.

M. NESA a exprimé sa forte crainte en la matière, en raison de la fonte des effectifs et du fait que,

selon lui, la proximité n'est pas essentielle pour la gestion des entreprises.

➤ **PRESENTATION DE 2 RAPPORTS DE L'ISST**

Trésorerie d'Arzacq : le Dossier Technique Amiante (DTA) est manquant. Le Président conformément à la réglementation s'est engagé à le demander auprès de la mairie.

L'ISST a également pointé du doigt l'absence d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite tout en soulignant que le bâtiment était en très bon état d'entretien et pouvait accueillir 2 ou 3 agents de plus... Malheureusement, si arrivée d'agents il y a, ce ne sera pas en raison de créations de postes sur le département...

BSI d'Hendaye (Douanes) : M ESPINAT a souligné l'intérêt du vestiaire chauffant financé par le CHS. Pour autant, la direction des douanes ne souhaite pas à ce stade généraliser leur implantation.

➤ **BILAN FINANCIER DU PROGRAMME D'INTERVENTION 2016**

Le budget 2016 s'élève à 147.087 € (le solde a été versé le 25/07/2016).

La dotation est versée en quatre fois et plus tardivement que les autres années, ce qui doit être pris en compte dans la programmation des actions pour 2017.

L'ensemble des formations a été réalisé et payé.

9 actions en cours au moment du CHS (dont les changements de fenêtres sur Bayonne et le remplacement des moquettes à la DDFiP 64) seront réalisées et payées au plus tard le 10 décembre 2016.

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

Concernant la fin de la gratuité du parking Place de Verdun à Pau, M. NESA s'est montré moins optimiste que d'habitude sur un abandon du projet de la part de la mairie malgré une forte contestation des commerçants (une délibération a déjà été votée au Conseil Municipal).

Les représentants CGT ont également interrogé la direction sur le déménagement de la Trésorerie d'Anglet vers l'aéroport de Biarritz.

Même si aucune date précise n'est avancée, M. CAGNAT a indiqué que suite à la signature du permis de construire, la direction locale s'est engagée à ce que les agents rejoignent ce nouveau site d'ici la fin 2017.